

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2113-10 (Allotissement),
L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert)
L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 (Accord-cadre à bons de commande)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Fonction Achat mutualisée**

**En qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique
Et de Coordonnateur de groupement de commandes**

Etablissements bénéficiaires :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Centre hospitalier Alphonse Guérin
Centre hospitalier de Josselin
EHPAD de Malestroit
Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer
EHPAD La Rose des Vents
Centre hospitalier Basse Vilaine
EPSM Morbihan**

Objet du marché public :

LOCATION EN LONGUE DUREE DE VEHICULES ET PRESTATIONS ASSOCIEES

SOMMAIRE

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS.....	4
CHAPITRE 1. GENERALITES	5
ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT	5
ARTICLE 2. OBJET	5
ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION	5
ARTICLE 4. TYPE.....	5
ARTICLE 5. DECOMPOSITION.....	6
5.1. Allotissement	6
5.2. Options	6
ARTICLE 6. LIEUX D'EXECUTION	6
ARTICLE 7. DUREE	7
ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
CHAPITRE 2. CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 9. QUALITE DES PRESTATIONS ET DES VEHICULES	8
ARTICLE 10. COMMANDES	8
10.1. Emission des bons de commande	8
10.2. Modification et annulation d'un bon de commande.....	8
ARTICLE 11. LIVRAISONS	9
11.1. Transport et déchargement	9
11.2. Conditions de livraison	9
11.3. Délais de livraison	9
11.4. Prolongation du délai d'exécution.....	9
11.5. Difficulté de livraison	10
ARTICLE 12. SUIVI DE L'EXECUTION.....	10
ARTICLE 13. CLAUSE DE REEXAMEN OU MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE PUBLIC	10
13.1. A l'initiative du Pouvoir adjudicateur	10
13.2. A l'initiative du Titulaire	11
ARTICLE 14. AUTRES MODALITES D'EXECUTION	12
14.1. Représentant du Titulaire	12
14.2. Obligation de conseil	12
14.3. Discrétion et confidentialité.....	12
14.4. Assurances.....	13
14.5. Sous-traitance.....	13
14.6. Protection des données personnelles	15
14.6.1. Description du traitement	15
14.6.2. Obligation du sous-traitant	15
14.6.3. Droits des personnes	16
14.6.4. Violation des données à caractère personnel	16
14.6.5. Fin du contrat	16
14.6.6. Clause de réexamen	16
14.7. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	16
14.7.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	16
14.7.2. Protection de l'environnement	17
14.8. Régularité de la situation sociale et fiscale	17
14.8.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire	17
14.8.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées	18
14.9. Notification.....	18
CHAPITRE 3. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 15. OPERATIONS DE VERIFICATION	19

CHAPITRE 3. PRIX ET REGLEMENT	20
ARTICLE 16. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	20
16.1. Type de prix.....	20
16.2. Contenu des prix	20
16.3. Révision des prix.....	20
ARTICLE 17. MODALITES DE REGLEMENT	21
17.1. Mode de règlement.....	21
17.2. Présentation des demandes de paiement	21
17.3. Délai de paiement	22
17.4. Suspension du délai de paiement	22
17.5. Intérêts moratoires	22
17.6. Avance.....	22
ARTICLE 18. PENALITES	23
18.1. Pénalités de retard	23
18.2. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	23
CHAPITRE 4. LITIGES	24
ARTICLE 19. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC	24
ARTICLE 20. LANGUES ET RECOURS	24
CHAPITRE 5. DEROGATIONS AU CCAG / FCS	25
ARTICLE 21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS

Par convention signée le 1^{er} juillet 2016, le Groupement Hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique et de Coordonnateur de groupement de commandes, pour les besoins des Etablissements parties suivants :
 - o Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ;
 - o Le Centre hospitalier Alphonse Guérin
 - o Le Centre hospitalier de Josselin ;
 - o L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de Malestroit ;
 - o Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer ;
 - o L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents ;
 - o Le Centre hospitalier Basse Vilaine ;
 - o L'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan ;

Dénommés ci-après « *l'Etablissement* »,

Et

- L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le Titulaire ».

ARTICLE 2. OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le Titulaire s'engage à assurer la location en longue durée de véhicules et les prestations associées au bénéfice des Etablissements identifiés à l'article 1^{er} du CCAP.

La description technique des prestations attendues figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. TYPE

Il s'agit :

- D'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique,
- De services,
- Alloti,
- Mono-attributaire,
- Conclu sans minimum en quantité ou en valeur, avec un maximum en valeur par lot.

ARTICLE 5. DECOMPOSITION

5.1. Allotissement

Prestations divisées en lots :

☒ Oui ☐ Non

Le présent marché public est composé de quatre (4) lots :

Lot	Intitulé	Etablissements	Estimation prévisionnelle HT	Maximum en valeur HT
1	Location en longue durée de véhicules légers avec PTAC \leq 3,5 tonnes	CH Bretagne Atlantique CH Alphonse Guérin CH de Josselin EHPAD de Malestroit CH de Belle-Ile-en-Mer EHPAD La Rose des Vents CH Basse Vilaine EPSM Morbihan	1 505 000,00 €	3 010 000,00 €
2	Location en longue durée de véhicules utilitaires avec PTAC \leq 3,5 tonnes	CH Bretagne Atlantique CH Alphonse Guérin CH de Belle-Ile-en-Mer EPSM Morbihan	449 000,00 €	898 000,00 €
3	Location en longue durée de camions avec PTAC $>$ 3,5 tonnes	CH Bretagne Atlantique	112 000,00 €	224 000,00 €
4	Location en longue durée de véhicules légers de type SUV diesel	EPSM Morbihan	49 000,00 €	98 000,00 €

Le maximum en valeur du lot constitue la limite supérieure des obligations contractuelles du Titulaire. L'estimation prévisionnelle par lot et les quantités prévisionnelles par Etablissement de l'Annexe 5 du CCTP, sont des données indicatives, définies à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections ; elles n'ont aucun caractère contractuel.

5.2. Options

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles :

☐ Oui ☒ Non

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☐ Oui ☒ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions :

☐ Oui ☒ Non

Les options techniques définies au CCTP et au bordereau des prix correspondent à des équipements / accessoires / prestations que l'Etablissement peut commander / ajouter en plus au véhicule et à la prestation de base.

ARTICLE 6. LIEUX D'EXECUTION

Les lieux de livraison des véhicules figurent à l'article 1.2 du CCTP.

Les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre précisent les lieux d'exécution des prestations.

ARTICLE 7. DUREE

Le marché public débute à compter du 24 février 2025 ou de sa notification si elle est postérieure à cette date.

Il est conclu pour une durée maximale de huit (8) ans à compter de la date de notification sous réserve des dispositions suivantes :

- Les bons de commande relatifs au déclenchement de la location des véhicules ne peuvent être émis que pendant une durée maximale de quatre (4) ans à partir de la date de notification. A l'issue de cette durée maximale de quatre (4) ans, une nouvelle procédure de mise en concurrence pour la location de véhicules sera lancée.
- La durée de la location peut être de quarante-huit (48) mois maximum à compter du jour de réception du véhicule par l'Etablissement, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant les quatre (4) premières années de l'accord-cadre.

ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), les documents contractuels qui régissent le présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe :
 - ✓ Bordereau des prix,
- Le présent CCAP conservé par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, lequel fait seul foi, et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation,
- Le CCTP conservé par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, lequel fait seul foi et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Liste des véhicules loués via l'ancien marché,
 - ✓ Annexe 2. Logos,
 - ✓ Annexe 3. Catégorie des véhicules,
 - ✓ Annexe 4. Aménagement 2A (Lot 2),
 - ✓ Annexe 5. Quantité prévisionnelle de véhicules loués par Etablissement,
- Le CCAG / FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1er avril 2021 ;
- L'offre technique du Titulaire remise lors de la consultation ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve ou condition aux pièces désignées ci-dessus. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au marché public.

ARTICLE 9. QUALITE DES PRESTATIONS ET DES VEHICULES

Toutes les mesures sont prises par le Titulaire pour respecter les stipulations du marché public, les normes et spécification techniques applicables, et notamment celles visées au CCAP et au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation. Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu d'en informer l'Etablissement.

Le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations et de ses véhicules soit de qualité similaire pendant toute la période d'exécution du marché public et respecte le niveau d'engagement défini dans son offre.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art.

ARTICLE 10. COMMANDES

10.1. Emission des bons de commande

Les prestations sont effectuées au vu des bons de commande émanant de l'Etablissement et signés par son Directeur ou la personne ayant reçu délégation de signature. Seules les commandes passées par le représentant de l'Etablissement donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

Ces bons adressés par e-mail, fax, ou courrier, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- La désignation des prestations,
- La quantité commandée,
- La date de livraison souhaitée,
- Le prix unitaire net HT.
- Le montant TTC de la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Etablissement dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

10.2. Modification et annulation d'un bon de commande

L'Etablissement peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, modifier ou annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le Titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 11. LIVRAISONS

11.1. Transport et déchargement

Le Titulaire est responsable du transport des véhicules jusqu'au site de l'Etablissement, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient survenir lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement du véhicule doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire demeure responsable de tout dommage pouvant affecter les personnes (agents, patients, visiteurs) et les biens à l'occasion des livraisons, qu'ils soient commis par ses agents, représentants ou sous-traitants.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (exemples : grève de transporteurs, intempéries...), le Titulaire assume tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des véhicules dans les meilleurs délais.

11.2. Conditions de livraison

Les livraisons s'effectuent par les soins du Titulaire à ses risques et périls.

Le bordereau de livraison indique :

- La date d'expédition,
- La date de livraison,
- Le lieu de livraison,
- Le nom de l'Etablissement et son adresse,
- La référence de la commande (n° et date du bon de commande),
- L'identification du fournisseur,
- La référence du véhicule.

Lors de la livraison du véhicule, l'Etablissement et le Titulaire signent un PV de réception du véhicule qui vaut début de location et transfert juridique de la garde du véhicule.

11.3. Délais de livraison

Le délai de livraison du véhicule est défini par le Titulaire dans le cadre de son offre (cf. Cadre de réponse technique). Le délai de livraison débute à compter de la date de notification du bon de commande et n'excède pas une durée de seize (16) semaines à compter de la réception de la commande.

Si le délai ou la date limite de livraison est dépassé, le Titulaire encourt des pénalités telles que prévues au présent CCAP.

11.4. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande dans le délai contractuel.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de l'Etablissement dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG/FCS.

En outre, en dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, l'Etablissement peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à l'exécution de la prestation de transport.

Cette prolongation est accordée au Titulaire par courriel, courrier ou fax.

11.5. Difficulté de livraison

Le Titulaire doit livrer l'ensemble des véhicules lui seront commandés.

Lorsque le Titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'Etablissement.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'Etablissement prend alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

ARTICLE 12. SUIVI DE L'EXECUTION

Le Titulaire transmet le bilan annuel relatif aux prestations et au chiffre d'affaires réalisés à l'Etablissement support afin que celui-ci puisse effectuer le suivi de l'exécution du marché public, ce pour l'ensemble des Etablissements.

Ce tableau est transmis :

- Soit au cours du mois suivant une période d'exécution de 12 mois du marché public,
- Soit lorsque le montant commandé par l'ensemble des Etablissements atteint 80% du maximum en valeur du lot.

Ces données sont adressées sous format Excel par modèle de véhicule et par Etablissement, et comprennent les éléments suivants :

- Nom de l'Etablissement
- Désignation de la prestation
- Quantité annuelle (unités)
- Prix unitaire HT
- Total HT annuel
- Total TTC annuel

En fin de marché public, le Titulaire fournit un tableau récapitulatif présentant les données par année.

Le tableau est envoyé à l'adresse suivante : philippe.paquereau@ch-bretagne-atlantique.fr

ARTICLE 13. CLAUSE DE REEXAMEN OU MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE PUBLIC

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant. L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% sur le maximum en valeur initial du lot.

13.1. A l'initiative du Pouvoir adjudicateur

- Intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celles du marché public devenue nécessaire avec modification le cas échéant du maximum en valeur.
- Modification d'une prestation à réaliser pour un ou plusieurs Etablissements avec modification le cas échéant du maximum en valeur.
- Intégration d'un modèle de véhicule similaire à ceux du marché public devenue nécessaire, avec modification le cas échéant du maximum en valeur.
- Changement de modèle inadapté : dans le cas où il serait avéré que certains modèles de véhicules s'avèrent inadaptés, inutilisables pour des raisons par exemple de mauvaise qualité, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle constatée, inconfort manifeste à l'usage etc... L'Etablissement support se réserve la possibilité de

demander au Titulaire de lui proposer d'autres modèles, répondant au même besoin que ceux fixés initialement à un prix équivalent ou similaire.

13.2. A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, cession d'une ou de différentes activités, acquisition d'une nouvelle activité ...) à une autre entreprise, céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
- La présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Etablissement support se prononce sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Etablissement support ne peut refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer l'Etablissement support de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir à l'Etablissement support, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et sont sans influence sur les prix du Titulaire.

- Intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché ou modification d'une prestation devenue nécessaire suite à une évolution de la réglementation applicable, avec modification le cas échéant du maximum en valeur.
- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de véhicules durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de véhicules de remplacement : le Titulaire propose de fournir ces nouveaux véhicules disposant des mêmes caractéristiques. Le Titulaire fait parvenir à l'acheteur une nouvelle proposition tarifaire.

Toute opération de substitution de modèle doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du Centre hospitalier Bretagne Atlantique. En cas de désaccord, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 14. AUTRES MODALITES D'EXECUTION

14.1. Représentant du Titulaire

Le Titulaire désigne, dès le début du marché public, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom.

La bonne exécution de ces prestations suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du marché public un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'Etablissement quelle que soit la nature des problèmes évoqués et celle de la prestation exécutée. Ce responsable désigné par le Titulaire est l'interlocuteur de l'Etablissement pendant toute la durée du marché public.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché public, le Titulaire en avise sans délai l'Etablissement et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement support et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations;
- Proposer à l'Etablissement support un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'Etablissement support refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, l'absence de récusation par l'Etablissement support du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

14.2. Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché public. Il s'engage à informer sans délai l'Etablissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché public.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'Etablissement dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché public.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

14.3. Discretion et confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

14.4. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Etablissement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès du Centre hospitalier Bretagne Atlantique dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Etablissement et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

14.5. Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations faisant l'objet du marché public (montant des prestations supérieur à 600 € TTC) sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par l'Etablissement concerné.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En application de l'article 4 du Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par l'Etablissement est identique à celui prévu au marché public pour le paiement du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4), les documents suivants :

- **Capacité économique et financière** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède les ressources financières suffisantes pour être à même d'exécuter les prestations prévues au marché. Afin de justifier de sa capacité économique et financière, le sous-traitant doit produire une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.
- **Capacité technique et professionnelle** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède la capacité technique et professionnelle pour exécuter le marché. Afin de justifier de sa capacité technique et professionnelle, le sous-traitant doit produire une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du sous-traitant.
- Une déclaration sur l'honneur justifiant que le sous-traitant n'entre pas dans un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique, notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Cette déclaration est contenue dans le formulaire DC4.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L2141-1 et 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la commande publique une déclaration sur l'honneur.
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, le sous-traitant produit son **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ou, s'il est

étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le sous-traitant est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, à savoir :
 - Un **certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la TVA** délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur de moins de trois mois.
 - Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
- Le cas échéant, le sous-traitant produit en outre les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail ; à savoir :
 - Lorsque le sous-traitant est établi hors de France, il produit avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants (article R1263-12 du code du travail) : *Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.*
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R263-6-1 ;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-1 (Représentant de l'entreprise sur le territoire national).
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du code du travail) : *Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.*
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
 - La liste des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail ou l'attestation sur l'honneur que la société n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation. Cette attestation est à remettre également tous les 6 mois.

Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal doit également être joint.

Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement doivent être transmises à l'Etablissement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En outre, le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le Titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le Titulaire doit justifier :

- Soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée,
- Soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu. En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/FCS, l'Etablissement notifie au Titulaire l'exemplaire de l'acte spécial et informe chacun des sous-traitants concernés.

Le Titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché public à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché dans les conditions du CCAG.

En cours d'exécution du contrat, le Titulaire est tenu de notifier sans délais à l'Etablissement toutes modifications dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes

14.6. Protection des données personnelles

14.6.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'Etablissement partie les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le Titulaire du marché public.

L'expression « le responsable du traitement » désigne l'Etablissement concernant les obligations relatives à l'exécution des prestations objet du marché public.

Les opérations qui peuvent être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, l'effacement ou la destruction.

14.6.2. Obligation du sous-traitant

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement visé à l'article ci-dessus, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché public.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'Etablissement en charge du suivi et de l'exécution des prestations du présent marché public (techniciens, acheteurs, gestionnaires, assistants achat, Direction générale, Direction des achats, contrôle de gestion, service juridique).

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché public ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

14.6.3. Droits des personnes

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement de l'Etablissement partie.

14.6.4. Violation des données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie sous 36 heures calendaires maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

14.6.5. Fin du contrat

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

14.6.6. Clause de réexamen

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

14.7. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

14.7.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est

employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable. Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché public, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

14.7.2. Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

14.8. Régularité de la situation sociale et fiscale

14.8.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, au l'Etablissement, en recommandé avec avis de réception.

14.8.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail,

- a) En cas de non remise des documents mentionnés à l'article ci-dessus,
- b) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de l'Etablissement,

L'Etablissement ou l'Etablissement support peut :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L8222-6 du Code du Travail, dont le montant fixé à 5% du montant de l'accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L.8224-2 et L8224-5 du Code du Travail,
- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité conformément à l'article 19 du présent CCAP.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution de vingt (20) jours ouvrés, à compter de sa date de notification. A défaut de fourniture de documents, l'Etablissement support prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou applique les pénalités.

Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L8222-6 du Code du Travail.

14.9. Notification

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. A défaut, l'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement support dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et du bordereau des prix.

ARTICLE 15. OPERATIONS DE VERIFICATION

La constatation de l'exécution des prestations est réalisée dans les conditions prévues par le Chapitre 5 du CCAG/FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives ont pour but de constater que les véhicules livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le CCTP et l'offre technique du Titulaire.

Elles ont lieu sur le site de l'Etablissement, par les agents désignés à cet effet, en présence du ou des représentants du Titulaire.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG / FCS, le Titulaire avise l'Etablissement des jour et heure fixés pour les vérifications.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des véhicules avec les spécifications du marché public et/ou l'offre. A défaut, l'échange est exigé.

La qualité du véhicule livré doit être en tout point conforme à celle définie dans le CCTP et l'offre du Titulaire, et respectée tout au long du marché public. Aucune modification ne peut être apportée par le Titulaire sans l'accord préalable et exprès de l'Etablissement.

L'Etablissement se réserve le droit de refuser un véhicule, notamment dans les cas suivants :

- L'année modèle du véhicule ne correspond pas au dernier modèle du constructeur de l'année en cours.
- Les spécifications d'aménagements, d'options et accessoires demandés pour certains / ou tous les véhicules sont absents ou ne correspondent pas à la demande faite.
- Le véhicule est livré avec des défauts de carrosserie ou autres éléments du véhicule.
- Le véhicule est non conforme ou non homologué à la législation européenne actuelle.
- Le véhicule ne possède pas son certificat d'immatriculation au nom de l'Etablissement.
- Le véhicule ne correspond pas au modèle demandé (catégorie, dimensions).

En cas de refus de véhicule, les frais de transport ainsi que tous autres frais sans exception, restent à la charge du Titulaire. Le véhicule refusé est enlevé par les soins et aux frais et aux risques du Titulaire dans un délai maximum de quatre (4) jours à partir de la notification du refus. Lorsque le retard dans l'enlèvement des véhicules refusés dépasse de trois (3) jours, l'Etablissement est en droit de procéder d'office à l'enlèvement, au transport et à la mise en dépôt des véhicules en cause, aux frais du Titulaire.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG / FCS, la décision de l'Etablissement ne peut pas être tacite, elle ne peut pas être réputée acquise si l'Etablissement ne notifie pas sa décision dans le délai imparti.

A l'issue des opérations de vérification, l'Etablissement prend une décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet.

Dans tous les cas, la décision d'admission est prise sous réserve des vices cachés.

ARTICLE 16. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

16.1. Type de prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués au bordereau des prix, aux quantités réellement exécutées.

Les prix du marché correspondent à des loyers versés au titre de la location des véhicules.

16.2. Contenu des prix

Le loyer de location comprend les frais afférents aux éléments suivants :

- La préparation des véhicules : flocage, émission de cartes grises, équipement ;
- La livraison des véhicules ;
- L'entretien, le bon fonctionnement, et les contrôles techniques des véhicules et des équipements ;
- L'assistance, le remplacement du véhicule en cas de panne ou de sinistre ;
- La reprise des véhicules en fin de location.
- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Tous les accessoires nécessaires à une parfaite exécution du marché,
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Et les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire certifie que les prix proposés à l'Etablissement n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle, et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur. Il s'engage à fournir à l'Etablissement toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution

La stratégie tarifaire adoptée par le Titulaire pour obtenir le marché public doit être maintenue pendant toute sa durée d'exécution.

16.3. Révision des prix

Les prix sont fermes les douze premiers mois du marché et révisables annuellement dans les conditions suivantes :

Dans l'hypothèse où le prix d'acquisition du véhicule référencé au bordereau des prix augmente, le montant du loyer peut être révisé en proportion, et en conformité avec la détermination du prix du loyer indiquée dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire transmet à l'Etablissement support le bordereau des prix révisé sur ce fondement au cours du 1^{er} mois de la nouvelle période de douze mois, avec la justification de la formule de révision et de la justification du prix d'achat des véhicules remis. Le bordereau des prix doit être signé par le Titulaire. Passé ce délai, les prix ne sont pas révisés pour la nouvelle période : si la révision n'est pas expressément demandée, les prix applicables restent ceux de l'offre initiale ou de la période antérieure et le Titulaire est réputé renoncer à cette révision pendant toute la durée de la nouvelle période contractuelle.

L'acceptation par l'Etablissement support de ce nouveau bordereau des prix peut être acté par simple notification du bordereau des prix signés de l'Etablissement support. Le nouveau bordereau des prix se substitue à l'ancien.

Un avenant n'est pas nécessaire pour acter la modification des prix sur le fondement du présent article.

ARTICLE 17. MODALITES DE REGLEMENT

17.1. Mode de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

17.2. Présentation des demandes de paiement

Les factures doivent être adressées à chaque Etablissement, pour les prestations qui les concernent.

▪ Périodicité

Les factures sont émises mensuellement à terme échu.

▪ Mentions

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG/FCS, les factures afférentes au présent marché public comportent notamment les mentions suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Numéro de facture ;
- Nom complet et adresse du Titulaire ;
- Numéro individuel d'identification (SIRET) ;
- Numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée du prestataire (n° de TVA intracommunautaire) ;
- Numéro de son compte postal ou bancaire, tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- Nom complet et adresse de l'Etablissement ;
- Code d'identification du service de l'Etablissement en charge du paiement ;
- Références du marché public ;
- **Numéro de plaque d'immatriculation du véhicule loué**
- **Type du véhicule loué**
- **Numéro de série du véhicule loué**
- **Mois concerné**
- Coût unitaire hors TVA de la prestation ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total HT et TTC.

Le non-respect de ces dispositions entraîne, de plein droit, le renvoi de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

▪ Envoi de factures dématérialisées

Les factures du Titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le code service exécutant. Le n° EJ et le code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'Etablissement informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

17.3. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Etablissement concerné.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'admission des véhicules, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Etablissement du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date d'émission du bon de commande.

17.4. Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

17.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

17.6. Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS. Le taux de l'avance applicable est donc le taux minimum prévus à l'article R2191-7 du Code de la commande publique : une avance de 5% est accordée au Titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

ARTICLE 18. PÉNALITÉS

18.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du dysfonctionnement, sans mise en demeure préalable de l'Etablissement. Les pénalités de retard peuvent s'appliquer à chaque dysfonctionnement constaté.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant du bon de commande (= ordre de transport)

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont, selon le souhait de l'Etablissement :

- Soit déduites du montant de la facture des prestations sur la base desquelles la pénalité a été calculée,
- Soit récupérées à la suite de l'émission, par l'Etablissement, d'un titre de recette.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour l'Etablissement support, de résilier l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 19 ci-après. Si le montant total des pénalités cumulés atteint 10% du montant maximum du marché public, l'Etablissement support peut mettre en œuvre la procédure de résiliation dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

- Pour tout retard dans la prise en charge d'un véhicule pour entretien :
 - 20,00 € par jour de retard et par véhicule.
- Pour tout retard dans la prise en charge d'un véhicule en réparation pour carrosserie :
 - 20,00 € par jour de retard et par véhicule.
- Pour tout retard d'intervention dans le cadre d'une assistance aux véhicules :
 - 5% du loyer mensuel du véhicule concerné par heure de retard.

18.2. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€, dans la limite des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché public.

ARTICLE 19. RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre à tout moment, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Les motifs de résiliation applicables sont complétés par les dispositions du présent CCAP.

La résiliation peut être prononcée aux torts du Titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité, notamment dans les cas suivants :

- Conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS,
- Défaut et/ou mauvaise exécution des prestations (notamment dégradation de la qualité des prestations de nature à les rendre impropres à l'exécution prévue au marché public),
- Refus du paiement des pénalités prévues au présent document,
- En cas de non-respect de l'une des clauses du présent CCAP ou du CCTP,
- Inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R2143-11 du Code de la commande publique,
- Non-respect des dispositions relatives à l'article D8222-5 et D8222-7 et 8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 20. LANGUES ET RECOURS

Les correspondances, les documentations, les prestations, ainsi que les factures relatives au marché sont rédigées en français.

La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG/FCS, le mémoire en réclamation du Titulaire doit être communiqué à l'Etablissement dans le délai de trente jours courant à compter du jour où le différend est apparu.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 46 du CCAG/FCS, le Tribunal Administratif de Rennes sera compétent pour trancher le litige.

ARTICLE 21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG/FCS dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent CCAP, qui l'emportent, notamment :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/FCS
Pièces contractuelles	8	4.1
Bons de commandes et Ordres de service	10.1	3.7.2 et 3.8.2
Prolongation du délai d'exécution	11.4	13.3
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	14.1	3.4.3
Sous-traitance	14.5	3.6.2
Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14.7.1	6.2
Protection de l'environnement	14.7.2	7.2
Forme des notifications et informations	14.9	3.1.2 et 4.2.1
Vérifications	15	27.3 et 28.2
Contenu de la demande de paiement	17.2	11.3.2
Pénalités	18.1	14, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	19	38 et 42
Règlement des différends entre les parties	20	46.2